

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Pourquoi les coûts de construction continuent-ils d'augmenter rapidement?

Par Maëlle Boulais-Préseault, économiste senior, et Marc-Antoine Dumont, économiste senior

Depuis la fin de 2019, l'indice des prix de la construction a bondi de plus de 65 %, un rythme nettement supérieur à l'inflation, qui n'a progressé que de 17,2 %. Si la flambée des matériaux s'est atténuée, la hausse actuelle découle surtout des salaires, alimentée par une demande persistante de main-d'œuvre et la renégociation des conventions collectives. La productivité, en recul depuis plusieurs années, accentue ces pressions. De plus, la vigueur des mises en chantier et l'ampleur des grands projets publics, comme le plan d'action d'Hydro-Québec et le train à grande vitesse Québec-Toronto, continueront de stimuler la demande. Malgré de légères baisses attendues des coûts des matériaux, les salaires et la concurrence pour les ressources nécessaires à la construction maintiendront les coûts élevés. Nous prévoyons une progression de l'indice des prix de la construction de bâtiments (IPCB) résidentiel d'environ 4 % d'ici la fin de 2025 et de 5 % en 2026.

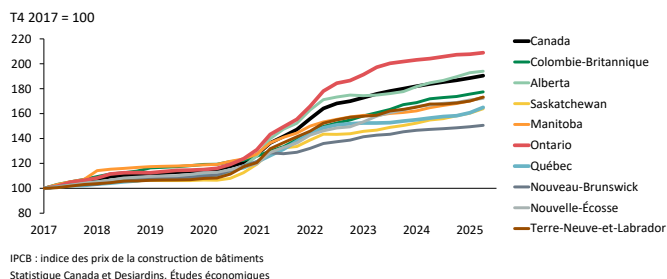
Rappel des événements

Durant la pandémie, l'indice des prix de la construction de bâtiments, qui mesure l'évolution des coûts liés aux matériaux, à la main-d'œuvre, à l'équipement et aux autres intrants nécessaires à la construction, a bondi de 65,6 % pour les bâtiments résidentiels entre le quatrième trimestre de 2019 et le premier trimestre de 2025 (tableau 1 à la page 2)¹. La hausse de l'IPCB s'explique par l'envolée des prix des matières premières et les perturbations des chaînes d'approvisionnement. L'augmentation a été généralisée, touchant l'ensemble des types de bâtiments et des provinces. Elle dépasse largement celle de l'indice des prix à la consommation (IPC), qui n'a progressé que de 17,2 % au cours de la même période.

Au Québec, la progression de l'IPCB a été comparable, bien que légèrement inférieure à celle observée ailleurs au pays (graphique 1). Seul l'Ontario a enregistré une hausse disproportionnée, attribuable en partie à l'explosion des prix des matériaux en bois sur son territoire (+193,3 % depuis le quatrième trimestre de 2019, contre +66,0 % au Québec). Par ailleurs, le Québec a connu un recul de l'IPCB en 2023, dans

Graphique 1

Le Québec a une progression de l'IPCB similaire aux autres provinces



un contexte de ralentissement sur le marché de la construction résidentielle. Les hausses observées en 2024 et en 2025 s'inscrivent donc en partie dans une logique de rattrapage.

Les prix des matériaux n'expliquent plus la hausse des coûts de construction

Les prix des matières premières ont reculé par rapport à leurs sommets pandémiques et les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement se sont résorbées, ce qui a favorisé une stabilisation, voire une diminution, des prix des matériaux de construction d'origine canadienne (graphique 2 à la page 2).

¹ L'indice exclut le coût des terrains, mais les facteurs géographiques (exemple : l'emplacement, le type de terrain et l'accessibilité aux infrastructures) peuvent tout de même avoir une influence.

Tableau 1

Top 10 des plus fortes variations de l'IPCB entre T4 2019 et T1 2025

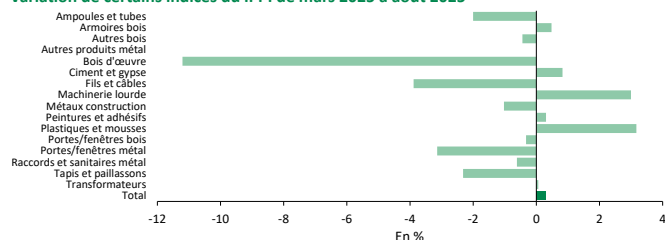
Indices non résidentiels		Indices résidentiels	
Composante	Variation (%)	Composante	Variation (%)
Charpente en acier	84,2	Bois, plastiques et composites	157,6
Ouvrages métalliques	80,2	Ouvrages métalliques	82,9
Ouvrages spéciaux	68,0	Béton	71,5
Bois, plastiques et composites	66,8	Charpente en acier	64,6
Béton	47,0	Revêtements de finition	64,2
Ouvertures et fermetures	45,4	Isolation thermique et étanchéité	62,0
Matériel et équipement	44,4	Matériel et équipement	61,9
Revêtements de finition	43,2	Maçonnerie	56,4
Systèmes transporteurs	38,8	Ouvertures et fermetures	52,4
Isolation thermique et étanchéité	37,9	Terrassements	43,4
Total	38,2	Total	65,6

IPCB : indice de prix de la construction de bâtiments
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 2

Il n'y a pas eu de hausse marquée des prix des matériaux de construction depuis les contre-tarifs canadien

Variation de certains indices du IPPI de mars 2025 à août 2025

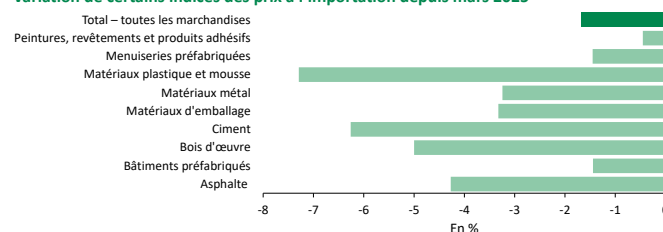


IPPI : indice des prix des produits industriels
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 3

Les indices de prix à l'importation des matériaux de construction ont baissé davantage que la moyenne de toutes les marchandises

Variation de certains indices des prix à l'importation depuis mars 2025



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

On observe même une baisse des indices de prix à l'importation depuis mars 2025, atteignant jusqu'à -7,3 % dans des matériaux en plastique et mousse (graphique 3). Il est à noter que les effets des contre-tarifs canadiens sont exclus de ces indices. [Statistique Canada](#) signale toutefois une certaine volatilité des prix des matériaux dans l'IPCB, mais il est difficile de déterminer si cela découle des contre-tarifs ou des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement liées à la guerre commerciale. Pour l'instant, rien n'indique que les mesures de représailles canadiennes aient durablement accru les prix des matériaux. Cependant, les produits d'acier et d'aluminium restent à surveiller dans les prochains mois.

Dans le contexte économique incertain actuel, [nous prévoyons](#) que les prix des matières premières, comme le pétrole, le bois et le minerai de fer, devraient légèrement faiblir cette année et l'an prochain. Les prix du cuivre et de l'aluminium font toutefois exception et de légères hausses sont attendues au cours des prochains mois, attribuables au rôle stratégique de ceux-ci en tant que minéraux critiques. Par conséquent, le coût des

matériaux de construction devrait connaître de modestes baisses dans les prochains mois. L'évolution de la guerre commerciale avec les États-Unis devra néanmoins être surveillée de près.

Il ne faut toutefois pas sous-estimer les effets indirects de la guerre commerciale

Bien que le Canada ait récemment retiré la majorité des contre-tarifs imposés plus tôt cette année, les droits de douane américains demeurent en place. [Notre analyse](#) indique d'ailleurs que le secteur manufacturier américain commence à ressentir les effets des tarifs et de la guerre commerciale, ce qui pourrait entraîner une hausse des coûts de production au sud de la frontière (graphique 4 à la page 3), notamment pour la machinerie et l'équipement de construction. Notre cadre d'analyse révèle d'ailleurs que près de 60 % de la hausse de l'indice des prix à la production américain d'avril à août est attribuable à la guerre commerciale. Ainsi, les entreprises canadiennes qui s'approvisionnent aux États-Unis pour certains matériaux et équipements pourraient subir des hausses de prix.

ENCADRÉ 1

Comparaison internationale : la hausse a été plus forte au Canada

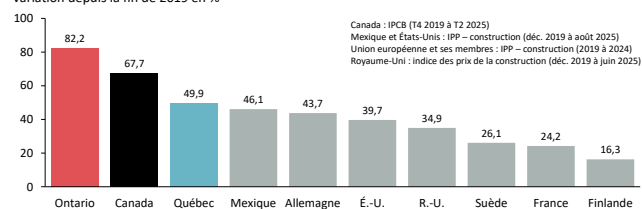
Le choc mondial sur les chaînes d'approvisionnement et la flambée des prix des matières premières durant la pandémie ont entraîné une hausse marquée des coûts de construction dans toutes les grandes économies (graphique A). Toutefois, des facteurs régionaux ont accentué le gain au Canada. Le coût de construction des bâtiments résidentiels canadien a bondi de 67,7 % depuis la fin de 2019, un rythme nettement supérieur à celui observé dans les autres économies avancées. La forte croissance démographique, les pénuries structurelles de main-d'œuvre qualifiée, la demande refoulée de logements, la lourdeur réglementaire et les fortes spéculations immobilières régionales (notamment à Vancouver et Toronto) ont constitué un cocktail propice à une envolée des coûts.

Malgré cette progression, le Canada ne figure pas parmi les juridictions où les coûts de construction sont les plus élevés. Selon le [World Population Review \[en anglais seulement\]](#), qui compare le coût de construction par mètre carré dans la ville la plus chère de 47 pays, Vancouver se classe au 15^e rang avec un coût de 3 063 \$ US par mètre carré, loin derrière New York, qui occupe le 1^{er} rang avec 5 723 \$ US². Il convient toutefois de souligner que les indices des coûts de construction se sont stabilisés dans la majorité des économies avancées en 2025, alors qu'ils ont poursuivi leur croissance au Canada, particulièrement au Québec.

Graphique A

Le Canada se distingue avec la hausse la plus forte des coûts de construction IPCB résidentiel

Variation depuis la fin de 2019 en %



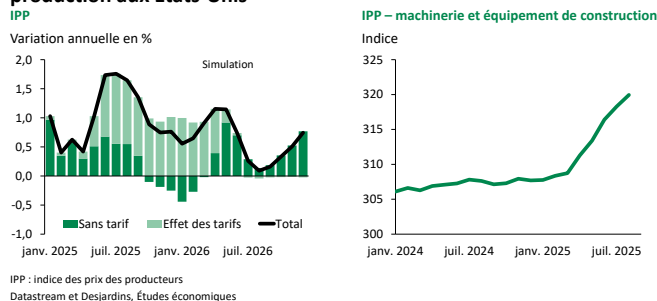
Canada : IPCB (T4 2019 à T2 2025)
 Mexique et États-Unis : IPP – construction (déc. 2019 à août 2025)
 Union européenne et ses membres : IPP – construction (2019 à 2024)
 Royaume-Uni : indice des prix de la construction (déc. 2019 à juin 2025)

IPCB : indice des prix de la construction de bâtiments; IPP : indice des prix des producteurs
 Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics, Eurostat, UK Office for National Statistics,
 Mexico National System of Statistical and Geographical Information et Desjardins, Études économiques

² Bien qu'il soit mentionné que le coût des terrains est exclu dans données, il est impossible de faire complètement abstraction des facteurs géographiques sur les coûts totaux.

Graphique 4

La guerre commerciale fait pression à la hausse sur les prix de production aux États-Unis



IPP : indice des prix des producteurs
 Datastream et Desjardins, Études économiques

D'autres distorsions pourraient également se manifester sur le marché canadien, notamment par une surabondance de certains produits. Le Québec, en tant qu'exportateur net de bois d'œuvre et d'aluminium, demeure fortement tributaire de la demande américaine. Ainsi, l'imposition de tarifs à la frontière pourrait entraîner une accumulation de ces produits sur le territoire québécois, ce qui pourrait réduire leurs prix dans la province. Certains mécanismes atténuateurs existent, comme les méthodes de tarification appliquées à certains produits, notamment ceux pour l'aluminium, qui pourraient limiter ce phénomène.

Les salaires tirent les coûts de construction vers le haut

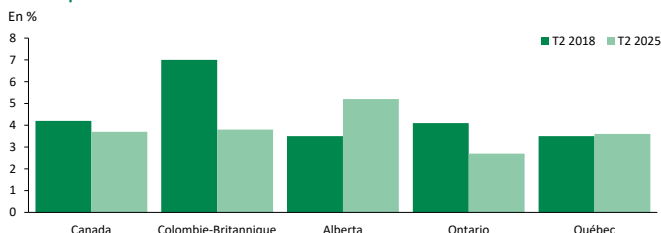
Les coûts de main-d'œuvre constituent maintenant le facteur dominant dans la hausse des coûts de construction. Le manque de travailleurs en construction avait contribué à la hausse des salaires en 2022 et en 2023 (+7,2 % en 2022 en construction, contre 5,8 % pour l'ensemble des industries au Québec et 3,8 % en construction en Ontario). Néanmoins, la pénurie de main-d'œuvre semble beaucoup moins aiguë dans le secteur de la construction, avec des taux de postes vacants inférieurs ou égaux à ce qu'ils étaient en 2018 (graphique 5 à la page 4). Cet allègement des tensions devrait atténuer en partie la pression sur les salaires.

Cependant, en date d'août 2025, 58 % des employeurs relataient à la Commission de la construction du Québec (CCQ) qu'ils éprouaient encore des difficultés de recrutement, en hausse par rapport aux 53 % de l'automne 2024. Le vieillissement de la population ainsi que les enjeux de recrutement et de rétention dans le secteur contribuent à l'augmentation de la demande de travailleurs. La CCQ rapporte également que 59 % des employeurs ont des plans d'embauche pour la prochaine année. Bien qu'une partie des embauches consiste à remplacer des départs à la retraite, la demande de main-d'œuvre ne devrait donc pas s'essouffler dans les prochains mois. Ces difficultés

Graphique 5

À l'exception de l'Alberta, le taux de postes vacants en construction est égal ou inférieur à ce qu'il était à pareille date en 2018

Taux de postes vacants – construction



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

peuvent ainsi expliquer en partie pourquoi l'augmentation des salaires persiste, puisque les employeurs offrent souvent des sommes plus élevées dans le but d'attirer la main-d'œuvre manquante. Les réglementations plus contraignantes au Québec sont également souvent pointées du doigt pour ces hausses de coûts (encadré 2).

Les travailleurs déjà à l'emploi en construction cherchent également à être compensés pour l'augmentation de l'inflation des dernières années et la progression du coût de la vie que cela a entraîné. Des hausses de salaire sont donc réclamées par la majorité des employés du secteur. D'ailleurs, les nouvelles conventions collectives adoptées dans l'industrie de la construction entraîneront des majorations salariales additionnelles. Considérant ces augmentations salariales en vue, il apparaît peu probable que les coûts de construction ralentissent au Québec au cours des prochaines années. L'effet de la rémunération sur les coûts a aussi tendance à être décalé dans le temps. Autrement dit, l'effet des hausses salariales sur la progression des coûts pourrait être lissé sur plusieurs années (graphique 6 à la page 5).

Ces conventions collectives sont entrées en vigueur en avril 2025 pour les secteurs non résidentiels. Les hausses de salaire attendues sont de 8 % en 2025, de 5 % en 2026 et en 2027 et de 4 % en 2028. Pour le secteur résidentiel, la convention collective s'applique depuis juillet 2025, l'augmentation de 8 % en 2025 sera donc visible dans les chiffres du troisième trimestre de 2025.

ENCADRÉ 2

La réglementation : un manque d'information pour évaluer la situation

Le cadre réglementaire québécois est souvent perçu comme un frein par les promoteurs immobiliers, en raison des coûts et des délais supplémentaires qu'il engendre. Toutefois, les données objectives demeurent limitées, ce qui complique la distinction entre perceptions et réalité. Les informations disponibles laissent néanmoins entrevoir une réglementation relativement plus rigide au Québec. Un allègement du cadre réglementaire pourrait donc entraîner de potentiels gains de productivité dans le secteur de la construction de la province.

Selon la [Fédération canadienne de l'entreprise indépendante](#), les permis de construction et de rénovation constituent le deuxième fardeau réglementaire municipal, mentionné par 43 % des répondants (graphique B). Cette même étude souligne que les petites entreprises, qui représentent 80 % du secteur (moins de 10 employés), sont particulièrement vulnérables au poids réglementaire.

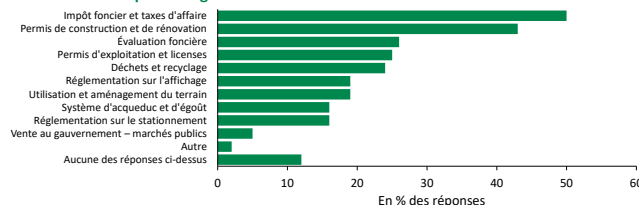
Un autre indicateur préoccupant concerne la structure des métiers dans la construction : le Québec compte 25 corps de métier protégés, contre seulement 8 en Ontario. Cette fragmentation complique le recrutement interprovincial en raison des exigences de certification propres au Québec et limite la mobilité de la main-d'œuvre. Ces contraintes freinent la capacité de répondre plus efficacement aux pénuries de travailleurs dans certains corps de métier et peuvent accentuer les pressions haussières sur les salaires. Des progrès ont toutefois été réalisés grâce à des procédures de reconnaissance des compétences plus rapides et simplifiées.

Enfin, d'autres irritants sont régulièrement évoqués par l'industrie comme les délais de traitement des permis, le dédoublement réglementaire, le coût des études exigées et le manque de clarté des règles. Cependant, faute de données probantes, il demeure difficile d'en mesurer l'ampleur réelle.

Graphique B

Les permis de construction et de rénovation représentent le deuxième fardeau réglementaire le plus lourd au niveau municipal

Quels règlements municipaux imposent le fardeau le plus lourd à votre entreprise en termes de temps et d'argent consacrés à la conformité?

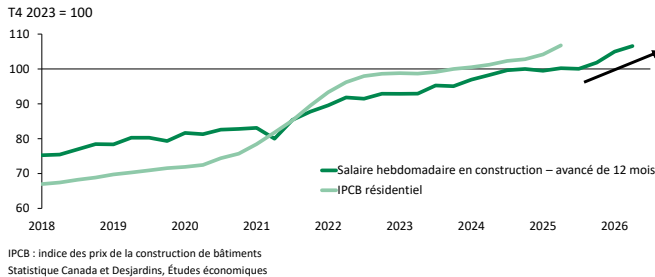


NOTE : Les répondants pouvaient indiquer plus d'une réponse; 2 754 répondants. Le sondage a été effectué en 2024.
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante et Desjardins, Études économiques

Graphique 6

La croissance des salaires a un effet retardé sur les coûts de construction

Québec – salaire hebdomadaire en construction et IPCB



La productivité tire de l'arrière

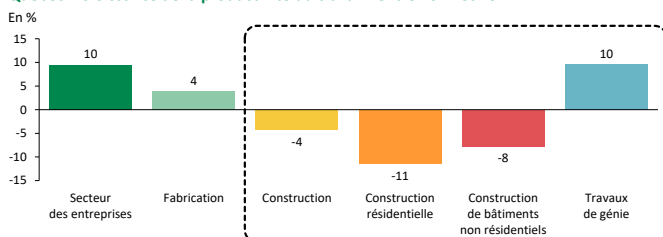
L'augmentation des salaires a toutefois ses limites pour attirer la main-d'œuvre qualifiée et accélérer la production de l'industrie. Une solution mise de l'avant par des acteurs de l'industrie vise à hausser la productivité en construction afin d'optimiser le travail des employés présentement en poste. Des exemples de mesures prises pour y arriver consistent à investir dans la formation des travailleurs, encourager l'utilisation et l'intégration des nouvelles technologies et optimiser la réglementation dans l'industrie.

Sur les chantiers, d'autres solutions sont mises de l'avant afin de favoriser la productivité du travail, qui est en baisse depuis quelques années (graphique 7). Une plus grande utilisation de la construction préfabriquée ou modulaire est souvent mentionnée. Ces techniques s'avèrent moins coûteuses que la construction traditionnelle puisqu'elles accordent une utilisation optimale des matériaux et des ressources et elles permettent un travail en usine généralement plus rapide. La productivité peut aussi être améliorée à l'extérieur des chantiers avec l'intelligence artificielle, par exemple. Son utilisation est de plus en plus répandue dans la construction, soit pour simplifier les tâches administratives, mieux contrôler certains processus ou encore naviguer à travers la réglementation, notamment. Des firmes comme Constructo AI ou Explorai se spécialisent d'ailleurs dans

Graphique 7

L'IA offre des occasions d'améliorer la productivité dans des secteurs clés comme la construction

Québec – croissance de la productivité du travail* entre 2014 et 2024



IA : intelligence artificielle; * Valeur ajoutée en dollars enchaînés (2017) par heure travaillée.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

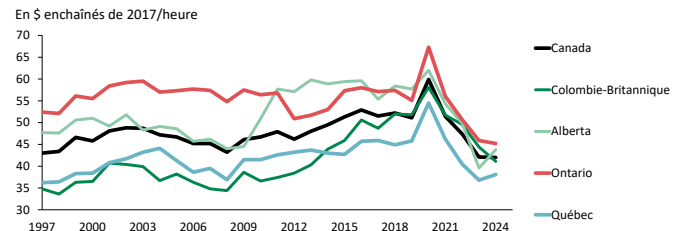
l'utilisation de l'intelligence artificielle en construction. Une certaine amélioration de la productivité dans l'industrie de la construction au Québec peut donc être attendue au cours des prochaines années; elle serait toutefois limitée sans révision et optimisation du cadre réglementaire.

La composition de l'industrie de la construction du Québec vient toutefois compliquer la tâche. Le grand nombre de petites entreprises peut restreindre les investissements en recherche et développement ou l'acquisition d'équipement plus spécialisé. Plus de 80 % des entreprises en construction au Québec ont moins de dix employés et elles ont généralement moins de liquidités et manquent de moyens pour les aider à développer de nouvelles technologies. Cette dynamique est toutefois comparable à celles des autres provinces, elle n'explique donc pas à elle seule le niveau de productivité plus faible au Québec qu'ailleurs au Canada (graphique 8).

Graphique 8

La productivité en construction résidentielle au Québec est inférieure à la moyenne nationale

Productivité du travail en construction résidentielle



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

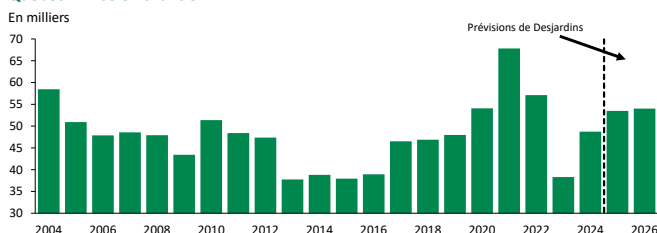
La demande de logements ne s'essouffera pas de sitôt

Malgré ces hausses de coûts, l'activité sur le marché de l'habitation est en forte hausse depuis le début de l'année 2025, avec une augmentation de plus de 25 % des mises en chantier lors des huit premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2024. Le déséquilibre entre l'offre et la demande demeure tout de même important, ce qui continue de pousser les prix à de nouveaux sommets.

Le rythme actuel de la construction résidentielle au Québec devrait toutefois ralentir dans les prochains mois, sous l'effet d'une conjoncture économique remplie d'incertitude. Néanmoins, les mesures prises par de nombreuses municipalités visant à augmenter le nombre de logements sur leur territoire devraient se maintenir. Il en va de même pour celles de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou bien du gouvernement fédéral – comme le remboursement de la TPS/TVH pour les logements locatifs –, qui se traduisent par une hausse de la construction résidentielle dans les régions où elles sont appliquées. Ces mesures aident les constructeurs à faire

face aux coûts de construction qui demeurent élevés. Somme toute, le nombre de mises en chantier devrait s’afficher à 58 500 pour 2025, soit une hausse de près de 20 % par rapport à 2024, pour ensuite se stabiliser aux environs de 60 000 lors des années suivantes (graphique 9).

Graphique 9
L’activité sur le marché du neuf demeurera élevée en 2025 et en 2026, mais le rythme de croissance se modérera
Québec – mise en chantier



Société canadienne d’hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

La récente annonce du gouvernement fédéral, qui prévoit investir massivement en habitation par l’entremise de sa nouvelle agence, Maisons Canada, pourrait aussi potentiellement contribuer au maintien d’un niveau élevé de mises en chantier au Québec au cours des prochaines années. Les détails sur la coordination entre cette nouvelle agence et le secteur privé demeurent toutefois à ficeler. L’aide gouvernementale versée aux constructeurs aidera également à compenser les coûts de construction élevés. Des techniques moins coûteuses comme le recours à la construction

modulaire en usine ou au préfabriqué sont toutefois encouragées par cette nouvelle agence et elles visent à contourner une partie des hausses de coûts.

Une nouvelle ère des grands travaux publics

La forte demande pour les travailleurs de la construction et pour les matériaux va au-delà du secteur résidentiel et inclut également les projets d’infrastructure publics ainsi que la construction de bâtiments commerciaux et industriels. Le plan d’action 2035 d’Hydro-Québec, avec ses 155 G\$ d’investissements pour ajouter de 8 000 MW à 9 000 MW de puissance, illustre bien ce point. À lui seul, ce projet mobilisera quelques 35 000 travailleurs de la construction.

À cela s’ajoute le nouveau [Bureau des grands projets](#), mis en place par le gouvernement fédéral, qui a pour mandat d’accélérer la réalisation d’initiatives jugées d’importance nationale. On compte actuellement cinq projets de différentes envergures (tableau 2), qui auront tous pour effet d’accroître la demande en main-d’œuvre et en intrants liés à la construction.

De plus, le projet Alto, le train à grande vitesse reliant Québec à Toronto, devrait bientôt s’ajouter à cette liste. Il s’agirait de loin du plus vaste chantier, avec plus de 1 000 km de rails nécessitant la construction de nouvelles infrastructures et de gares ferroviaires. C’est sans compter plusieurs initiatives du [Plan québécois des infrastructures 2025-2035](#), telles que la réfection d’hôpitaux et d’écoles, ainsi que l’entretien du réseau routier. Par conséquent, cette demande généralisée pour la main-d’œuvre qualifiée et pour les intrants de construction risque

Tableau 2

Liste des projets du Bureau des grands projets

Projet	Description	Emplacement	Coût estimé G\$
LNG Canada – phase 2	Terminal d’exportation de gaz naturel	Kitimat, C.-B.	nd
Nouveau projet nucléaire de Darlington	Premier petit réacteur nucléaire au Canada	Bowmanville, Ont.	0,97 (phase 1)
Projet de terminal à conteneurs de Contrecoeur	Accroissement de 60 % de la capacité du port de Montréal	Contrecoeur, Qc	2,0
Projet de mine de cuivre de Foran à McIlvenna Bay	Nouvelle mine de cuivre et de zinc	Centre-est, Sask.	1,0
Expansion de la mine Red Chris	Accroissement de 15 % de la production canadienne de cuivre	Nord-ouest, C.-B.	nd
Corridor du Nord*	Lien ferroviaire pour acheminer les minéraux du Québec et de l’Ontario au port du Saguenay	Nord, Qc et Ont	1,9
Alto*	Train à grande vitesse entre Québec et Toronto	Qc et Ont	60 à 100

nd : non disponible; * Projet à l’étude pour intégrer la liste officielle (liste non exhaustive).

Bureau des grands projets, Banque de l’infrastructure du Canada, Cabinet du premier ministre du Québec, Foran, Alto et Desjardins, Études économiques

de maintenir, voire d'amplifier, les pressions sur les coûts dans l'ensemble du secteur, tant privé que public.

Conclusion

Bien que l'indice des prix de construction augmente dans tout le Canada, la récente hausse observée au Québec est plus prononcée. Cela s'explique en grande partie par la hausse des salaires, soutenue par les conventions collectives et une forte demande de main-d'œuvre. Cette pression devrait persister, d'autant plus que le secteur fait face à un vieillissement de sa main-d'œuvre et à des défis de recrutement durables.

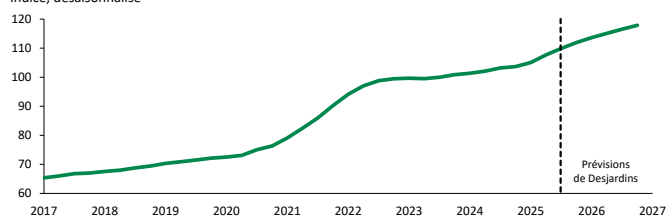
Dans ce contexte, nous anticipons une croissance plus soutenue de l'IPCB résidentiel au cours des prochains trimestres. Notre scénario prévoit une hausse d'environ 4 % d'ici la fin de l'année et de près de 5 % en 2026 (graphique 10). La progression des coûts sera toutefois partiellement freinée par une stabilisation des prix des matériaux. Il convient de rappeler que l'environnement économique demeure incertain et que des changements à la politique commerciale américaine ou au budget fédéral pourraient modifier la conjoncture et influencer nos prévisions. Par ailleurs, la hausse des coûts de construction pourrait limiter le nombre et le type de projets réalisés, tout en incitant le secteur à innover. La progression de l'IPCB pourrait également varier d'une province à l'autre, selon le dynamisme des marchés régionaux.

Graphique 10

Une croissance soutenue des coûts de construction est attendue au Québec

IPCB résidentiel

Indice, désaisonnalisé



IPCB : indice des prix de la construction de bâtiments
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Certaines pistes de solution pourraient cependant atténuer ces pressions haussières. Il s'agirait d'assouplir le cadre réglementaire, de faciliter l'accès au capital pour l'innovation, d'encourager l'investissement technologique, d'harmoniser la reconnaissance des compétences à l'échelle nationale et d'adapter les critères d'immigration pour attirer les travailleurs qualifiés. L'intelligence artificielle pourrait aussi soutenir les entreprises dans leurs tâches administratives et leur conformité réglementaire. Cela dit, ces solutions ne pourront pas freiner complètement le gain attendu de l'IPCB à court terme.